



Demokarasi : Démocratie
Gukora : Travail
Ugusabikanya : Equité

REPUBLIQUE DU BURUNDI
PARTI SAHWANYA-FRODEBU
PRESIDENCE DU PARTI



Président NDADAYE Melchior
Incungu y'Uburundi na Demokarasi
Héros National de la Démocratie

DECLARATION DU PARTI SAHWANYA-FRODEBU SUR LA SITUATION SOCIO-POLITIQUE QUI PREVAUT DANS LE PAYS, A L'ISSUE DE LA TENUE D'UNE SESSION DU CONSEIL DES DELEGUES NATIONAUX.

1. Ce samedi 20 mai 2017, le Conseil des Délégués Nationaux, organe dirigeant du Parti Sahwanya-FRODEBU au niveau national, a tenu une session ordinaire. Au cours de cette session, l'organe dirigeant du Parti au niveau National a analysé plusieurs sujets concernant la vie du Parti et la grave crise que traverse le pays depuis deux ans. A l'issue de cette session, le Parti Sahwanya-FRODEBU déclare à l'opinion nationale et internationale ce qui suit :
2. Le Parti Sahwanya-FRODEBU constate que l'impasse socio-politique que traverse le pays depuis deux ans est loin de trouver une solution salvatrice pour le peuple burundais. En effet, le Conseil des Délégués Nationaux s'est réuni le jour même où le Sommet des Chefs d'Etat de l'EAC se tenant en Tanzanie, a connu de façon regrettable la nième non Représentation de la Nation burundaise par son Chef, le Président Pierre Nkurunziza, qui persite dans son refus de s'engager dans un dialogue franc et sincère sous la médiation régionale.
3. La non représentation du Burundi au plus haut sommet ne pouvait que produire la négligence des souffrances du peuple burundais au cours de ce Sommet, en témoigne la déclaration sanctionnant ce Sommet des Chefs d'Etat qui est tout à fait muette sur la grave situation qui prévaut au Burundi.
4. Aussi, le Conseil des Délégués Nationaux s'est réuni, alors que la situation politique, sécuritaire et économique dans le pays reste très préoccupante, et s'aggrave même dans bien des cas.
5. **Sur le plan Politique**, les piliers de la paix et de la sécurité que sont l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Reconciliation au Burundi ainsi que la Constitution, véritables fondements de la démocratie et de la bonne gouvernance, de l'Unité et de la cohésion du Peuple Burundais sont en voie de destruction. En effet, le Pouvoir en place vient de clarifier son intention longtemps dénoncée mais inavouée de supprimer l'Accord d'Arusha et la Constitution, en mettant en place une Commission pour amender cette Constitution dans une période aussi trouble.

Adresses de contact :

Email : frodebu2012@hotmail.com, twitter: @SahwanyaFRODEBU, Mobile : (257)75 24 27 81

6. L'exercice des libertés politiques telles que le droit aux réunions, le fonctionnement normal des Partis politiques, le libre fonctionnement des médias de l'information, et bien d'autres, reste très limité voire même interdit par un Etat policier.
7. **Sur le plan sécuritaire**, l'Armée, la Police, le Service National de Renseignements qui doivent assurer la protection de tous les citoyens indépendamment de leur appartenance politique, ethnique et régionale sont instrumentalisés et manipulés, au service d'une poignée de gens au pouvoir.
8. Des disparitions sous forme d'enlèvements de citoyens par des forces occultes , parfois identifiées comme des agents de sécurité du pouvoir en place, des assassinats, des exécutions extrajudiciaires et des cas de tortures, se font remarquer dans bien de coins du pays, entraînant une psychose de peur et de grave insécurité chez tous les citoyens burundais, qu'ils soient de l'opposition ou du pouvoir en place.
9. Aux nombreux cas d'enlèvements et disparitions de citoyens, s'ajoutent de nombreux actes criminels à ciel ouvert frappant les citoyens burundais, et dont les auteurs restent inconnus et impunis, puisque la police et la justice semblent bien avoir abdiqué de leur mission pour la confier aux milices. Dans ce cadre, il est signalé que des miliciens proches du pouvoir en place auraient repris leurs entraînements militaires sur le territoire congolais.
10. Les nombreux citoyens burundais réfugiés politiques et économiques dans les pays de la région vivent dans des conditions misérables, et n'ont malheureusement pas d'espoir de retour normal dans leur mère patrie dont la situation socio-politique et économique continue à se détériorer.
11. La réunion du Conseil des Délégués Nationaux se tient au moment où le Gouvernement vient d'annoncer qu'il a adopté un Projet de loi amendant le code pénal pour le rendre plus répressif et plus libéral pour les policiers, ces derniers recevant les pouvoirs très dangereux de perquisitionner les ménages des citoyens, de nuit et de force, et sans mandat du procureur. .
12. **Sur le plan économique**, une crise énergétique très grave, se manifestant par une pénurie de carburants et d'énergie électrique dans le pays, vient s'ajouter à la pauvreté et la famine qui font rage dans plusieurs couches de la population burundaise, suite au remarquable épuisement des recettes financières, des devises et des appuis financiers étrangers consécutifs à la détérioration des relations politiques et diplomatiques avec la Communauté internationale.



Adresses de contact :

Email : frodebu2012@ hotmail.com, twitter: @SahwanyaFRODEBU, Mobile : (257)75 24 27 81

▪ **Face à situation, le Parti Sahwanya-FRODEBU recommande ce qui suit:**

13. **A tout le peuple burundais** dans toute sa diversité sociale et politique, de rester uni, solidaire, et prendre conscience de la grave situation que traverse le pays pour ne pas tomber dans des comportements ou des actions qui empirent la situation.

Au Président de la République,

14. D'assumer entièrement sa mission de seul Représentant légitime de la Nation burundaise dans les Sommets des Chefs d'Etat et les plus grandes réunions internationales requérant la présence des Chefs d'Etat. En effet, il est devenu évident que ses nombreux délégués envoyés dans ces réunions depuis plus deux ans, quels que soient leur rangs et leur titres, n'ont jamais pu convaincre qui que ce soit pour apporter une meilleure situation au peuple burundais, notamment en ce qui concerne les négociations interburundaises et les relations avec les bailleurs de fonds.
15. De se présenter personnellement au prochain tour des négociations interburundaises à Arusha, et ne plus persister dans son refus condamnable du dialogue, afin de soulager rapidement les souffrances du peuple burundais.
16. D'entreprendre toutes les démarches nécessaires lui permises par ses pouvoirs constitutionnels, pour que la Nation burundaise puisse regagner la confiance internationale des partenaires du Burundi incontournable pour bénéficier des appuis budgétaires, seule voie possible pour sortir le pays de l'impasse économique.

Au Président de la République et au Parlement

17. De ne pas cautionner la destruction de l'Accord d'Arusha et de la Constitution burundaise qui sont les socles de l'Unité et la cohésion du peuple burundais. Dans le cas où par malheur, ces instruments de gage de la survie de la Nation seraient détruits dans leurs principales dispositions concernant la paix et la sécurité de la nation et des citoyens, la lutte contre l'exclusion ethnique et politique, le respect des principes démocratiques dont l'alternance au pouvoir limitatif des mandats présidentiels, l'organisation et la tenue des élections libres et démocratique, il sera très difficile de reconstruire la Nation burundaise.
18. Tout en prenant des mesures convenables contre le terrorisme, de ne pas cautionner la mise en place au Burundi d'un code pénal trop répressif et rétrograde qui ouvre la voie à plusieurs criminels de toute sorte qui pourront profiter de l'obscurité de la nuit et la bénédiction de la loi pour commettre des crimes de toute sorte en toute impunité dans de paisibles ménages de citoyens sous prétexte d'opérations policières sans aucun contrôle judiciaire.
- 

Adresses de contact :

Email : frodebu2012@hotmail.com, twitter: @SahwanyaFRODEBU, Mobile : (257)75 24 27 81

19. **Au Président Yoweri Kaguta Museveni**, en sa qualité de Président en exercice de l'EAC et Facilitateur dans le Conflit burundais, d'apporter plus d'énergie et de mobilisation à l'endroit de ses Pairs de l'EAC ainsi que le Co-facilitateur l'Ancien Président Benjamin W. MKAPA, afin qu'ils s'occupent beaucoup plus sérieusement de la recherche d'une issue heureuse et rapide au processus de Paix du Burundi.
20. **Aux partenaires du Burundi en général, et en particulier les Nations Unies et à l'Union africaine**, de sortir de leur léthargie et doubler d'efforts pour aider le peuple burundais de sortir de l'impasse socio-politique et économique, notamment en mettant immédiatement en application les nombreuses résolutions qu'elles ont déjà adoptées sur la crise burundaise.

Fait à Bujumbura le 20 mai 2017
Pour le Parti Sahwanya-FRODEBU
Hon. Frédéric Bamvuginyumvira
Président et Représentant Légal du Parti



Adresses de contact :

Email : frodebu2012@ hotmail.com, twitter: @SahwanyaFRODEBU, Mobile :(257)75 24 27 81